

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 25/03/5.2

SEANCE DU 17 MARS 2025
L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE 17 MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTÉ(S)	ABSENT(S)
33	29	4	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILLIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Carine GINZAC représentée par M. le Maire
Antoine VACCARO représenté par Mme Christine DEL NERO
Valérie MASSENET représentée par Mme Nicole BERNARDINI
Stanislas ROQUEBERT représenté par M. Michel THUILLIER

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

VOTE :

UNANIMITE : OUI

POUR :

CONTRE(S) :

ABSTENTION(S) :

BLANC(S) et NUL(S) :

OBJET : Comodat entre la Ville d'Ollioules et l'Office de Tourisme
Métropolitain Provence Méditerranée

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est devenue compétente de plein droit, en lieu et place des communes membres, pour exercer la compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ». Pour l'exercice de la compétence transférée, il a été défini une nouvelle organisation touristique métropolitaine par la création d'un Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée sous forme d'établissement public industriel et commercial (EPIC), et l'évolution des structures existantes (soit, les offices de tourisme des communes membres de la métropole) vers des bureaux d'information touristique (BI) rattachés à l'office de tourisme métropolitain.

Composé de trois pôles, un pôle est (Hyères, Carqueiranne, La Crau, La Garde et Le Pradet), un pôle centre (Toulon, Le Revest-les-Eaux et La Valette-du-Var) et un pôle ouest (La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages, Ollioules et Saint-Mandrier-sur-Mer), le transfert comprend les missions obligatoires d'accueil et d'information des touristes, de promotion touristique, de



coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local, ainsi que la mission facultative de commercialisation des prestations de service touristique.

Afin d'accueillir le bureau d'Ollioules, il convient de mettre à la disposition de celui-ci un local à titre gracieux.

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur un commodat à conclure entre la Commune d'Ollioules et l'Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée pour l'utilisation du local sis 116 avenue Philippe de Hautecloque tel qu'annexé à la présente.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT la nécessité pour l'Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée et la Ville d'Ollioules d'avoir un bureau d'information touristique au sein de la Commune.

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE le commodat à conclure entre la Commune d'Ollioules et l'Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée pour l'utilisation du local sis 116 avenue Philippe de Hautecloque tel qu'annexé.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit document.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**



DEPARTEMENT DU VAR
COMMUNE D'OLLIOULES
DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Envoyé en préfecture le 21/03/2025

Reçu en préfecture le 21/03/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250317-DEL25_03_5_2-DE



COMMODAT

Cf. délibération n°25/03/5.2 du 17/03/2025

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune d'Ollioules, représentée par son Maire Monsieur Robert BENEVENTI, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal n°25/03/5.2 du 17 mars 2025,

Hôtel de Ville
CS 40108
83191 OLLIOULES CEDEX

Ci-après dénommé, « LE PRETEUR »,

D'UNE PART

ET :

L'EPIC l'Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée, représenté par son Directeur général, Monsieur Stéphane DEVRIEUX,

Siège social :
24 rue Baudin
Place Vincent Raspail
83076 TOULON CEDEX

Ci-après dénommée, « LE PRENEUR »,

D'AUTRE PART

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE

Afin de permettre à l'Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée, de bénéficier gratuitement d'un local communal pour son bureau d'information touristique à Ollioules, il est nécessaire de réaliser un commodat avec la Commune d'Ollioules.

IL A ETE EXPRESSEMENT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI**ARTICLE 1 – OBJET**

Dans le cadre de ce commodat, le PRETEUR concède à titre de prêt à usage purement gracieux et en conformité des articles 1875 et suivants du Code civil à LE PRENEUR qui accepte, sous les clauses, charges et conditions de droit et d'usage en pareille matière et notamment sous celles énumérées aux présentes :

- Un local situé dans le bâtiment sis 116 avenue Philippe de Hautecloque à Ollioules cadastré section BZ 209.

Le tout désigné ci-après « les biens prêtés ».

ARTICLE 2 – DUREE

Le commodat est consenti pour une durée de 1 an, renouvelable annuellement par tacite reconduction mais ne pouvant excéder une durée totale de 12 ans, à compter du 1^{er} mars 2025.

Toutefois, le présent prêt à usage peut être dénoncé :

1- à tout moment sans préavis par le PRETEUR :

- dans le cas où l'intérêt général viendrait à exiger soit le déplacement, soit la suppression, soit le besoin de disposer des biens prêtés ;
- si les biens prêtés sont utilisés à des fins non conformes ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par le présent prêt à usage.

2- à tout moment par LE PRENEUR :

- il pourra dénoncer le présent prêt à usage et libérer les biens prêtés à condition de prévenir par lettre recommandée avec accusé de réception 1 mois à l'avance.

ARTICLE 3 – USAGE

LE PRENEUR s'oblige expressément à n'utiliser les biens prêtés que pour les activités relatives aux missions d'accueil et d'information des touristes, de promotion touristique, de coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local, ainsi que la mission facultative de commercialisation des prestations de service touristique et de boissons alcoolisées (pour cela LE PRENEUR devra effectuer les démarches obligatoires de déclaration d'une licence de débit de boissons auprès de la mairie).

ARTICLE 4 : REDEVANCE

La mise à disposition du bien est consentie à titre gratuit et en conformité des articles 1875 et suivants du Code civil à LE PRENEUR qui l'accepte.

ARTICLE 5 – CHARGES ET CONDITIONS

LE PRENEUR s'engage à maintenir le bien, objet des présentes, en bon état d'entretien pendant la durée de son occupation.

A compter de cette mise à disposition, LE PRENEUR sera gardien du bien. Il pourra le mettre à la disposition des membres dûment habilités par LE PRENEUR et sous sa responsabilité.



Ce prêt à usage est consenti et accepté de bonne foi entre les parties et en conformité des usages, sous les clauses, charges et conditions suivantes, que le PRETEUR s'engage à respecter :

1- Les charges afférentes à l'occupation des biens prêtés restent à la charge du PRETEUR : électricité, eau, ... (hors assurance).

2- Il prendra les biens prêtés dans leur état actuel, sans recours contre le PRETEUR pour quelque cause que ce soit et, notamment, pour mauvais état, vices apparents ou cachés, existence de servitudes passives apparentes ou occultes et, enfin, d'erreur dans la désignation sus-indiquée et sans pouvoir exiger aucune réparation, ni travaux de quelque nature que ce soit pendant toute la durée du prêt à usage.

3- Il occupera les biens prêtés paisiblement et honorablement et ne pourra y exercer que l'activité précisée à l'article 3 du présent prêt à usage. Il s'opposera à tous empiètements et usurpations et, le cas échéant, en préviendra immédiatement le PRETEUR afin qu'il puisse agir directement.

4- Il ne pourra embarrasser, d'une manière ou d'une autre, aucune partie des biens prêtés ni même les abords et les parties extérieures du site. Il devra tenir les biens prêtés pendant toute la durée du prêt à usage en constant état de propreté et devra débarrasser régulièrement le site de tous encombrants.

5- Toute modification éventuelle dans les biens prêtés ne pourra intervenir sans le consentement préalable et par écrit du PRETEUR. Dans ce cas, ils devront être exécutés sous la surveillance du PRETEUR et devront à la fin du prêt à usage rester au PRETEUR, sans indemnité, à moins que celui-ci n'exige le rétablissement des lieux dans son état primitif et aux frais de LE PRENEUR.

6- Il devra se conformer scrupuleusement aux règlements de police administrative et aux règles de sécurité liées à l'utilisation de matériel électrique.

7- Il fera son affaire personnelle du gardiennage et de la surveillance des biens prêtés, le PRETEUR ne pouvant en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols ou détournements dont LE PRENEUR pourrait être victime dans les biens prêtés.

8- Il ne pourra rendre responsable le PRETEUR des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, électricité ou tout autre service collectif analogue extérieur aux biens prêtés.

9- En cas de besoin, il devra laisser le personnel du PRETEUR accéder librement aux biens prêtés.

ARTICLE 6 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Le prêt à usage est conclu *intuitu personae*. Toute cession des droits en résultant ou sous location des biens prêtés est interdite.

ARTICLE 7 – ASSURANCE

LE PRENEUR demeure entièrement responsable des dommages et des nuisances éventuelles qui pourraient résulter de son activité, sans que la responsabilité du PRETEUR ne puisse être recherchée.

Il devra se faire assurer contre l'incendie et tous autres dégâts par une compagnie d'assurance solvable pour les biens prêtés, son mobilier et matériel, et ce pendant toute la durée du prêt à usage.

Par ailleurs, il s'engage à souscrire un contrat de responsabilité civile en vue de couvrir tous les dommages causés aux tiers du fait de son exploitation. Les préjudices corporels devront

être garantis sans limitation de somme ; les préjudices matériels de l'emprunteur ne seront pas garantis pour le montant maximum généralement admis par les compagnies d'assurance.

Il devra justifier de ces assurances et de l'acquit des primes correspondantes chaque année à la demande du PRETEUR.

La responsabilité du PRETEUR ne sauraient être engagées en cas de sinistre (dégât des eaux, incendie, etc...) ou de vol de matériaux et matériels ou tous autres objets qui auraient été entreposés dans les biens prêtés.

Tout sinistre survenu dans les biens prêtés devra être signalé, dans les 24 h, au PRETEUR.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DU PRESENT COMMODAT

Les dispositions du présent commodat pourront être modifiées par voie d'avenant.

ARTICLE 9 – CONDITIONS RESOLUTOIRES

A défaut par LE PRENEUR d'exécuter l'une des clauses, charges et conditions des présentes, la résiliation du commodat sera encourue de plein droit, sans préavis, ni indemnité.

Toutes les conditions de ce prêt à usage sont de rigueur.

ARTICLE 10 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élections de domicile chacune en son siège social sus-indiqué.

Fait à Ollioules le en deux exemplaires originaux dont un exemplaire sera remis à chacune des parties qui le reconnaît.

Pour le PRETEUR,
Le Maire
Robert BENEVENTI

Pour LE PRENEUR⁽¹⁾,
Le Directeur Général
Stéphane DEVRIEUX

(1) Toutes les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

